

NUMERO 13

NOS FUTURS :
JEUNESSE, PRESSIONS ET INJONCTIONS

**CECILE VAN DE VELDE
MADELEINE GUYOT**

PAUVÉRITÉ

Le trimestriel du Forum -
Bruxelles contre les inégalités

Le Forum réunit une cinquantaine d'organisations actives dans le domaine de la lutte contre l'exclusion sociale en Région bruxelloise. Dialogue avec les professionnels, consultation des personnes vivant la pauvreté, aide à la décision politique et analyse transdisciplinaire. En produisant des recommandations et des solutions, notre objectif est de sensibiliser l'opinion publique et le monde politique aux problèmes de la pauvreté en ville. – www.le-forum.org

J'AIMERAIS QUE QUELQU'UN M'ATTENDE QUELQUE PART : VISAGES ET EXPÉRIENCES DES « NEET ¹ »

Qui se cache derrière les « NEET », appelés aussi « NEEF » en français, ces jeunes « ni en emploi, ni aux études, ni en formation » ? Cette catégorie a émergé depuis quelques années dans les statistiques publiques, avec pour objectif de compléter les indicateurs de chômage des jeunes (Furlong, 2007). Elle répondait initialement à une inquiétude suscitée par l'augmentation rapide, dans la plupart des sociétés occidentales, des jeunes adultes échappant aux radars statistiques, c'est-à-dire sans « occupation » sociale aisément identifiée et identifiable. S'ils ne sont pas là où on les attendrait a priori, à savoir soit en formation ou en emploi, où sont-ils ? Ce regroupement des « sans », des « incasables », a rapidement été associé à un nouveau paradigme, celui des nouvelles « vulnérabilités » émergentes au sein des parcours de vie juvéniles (Cuzzocrea, 2014 ; Mascherini et al., 2015).

Cette catégorie appelle une première déconstruction critique : elle rassemble différents états, souvent dynamiques et transitoires au sein des parcours de vie – chômage, congés parentaux, multiples formes

1/ Cet article a été initialement publié au sein de la *Revue du CREMIS*, Vol. 9, No. 1, Printemps 2016, p.20-27. L'article s'intitulait « J'aimerais que quelqu'un m'attende quelque part » disponible en ligne : <http://cremis.ca/visages-et-experiences-des-neet-jaimerais-que-quelquun-mattende-quelque-part>

d'inactivité non étudiante –, qu'elle fige sous le même libellé. Par sa structure additive et inversée, elle regroupe donc des populations par définition hétéroclites. Mais plus profondément, cette catégorie est porteuse de normes et de représentations sociales spécifiques, qui révèlent en creux les nouvelles exigences pesant désormais sur cet âge de la vie. Si on mesure la proportion de jeunes sans occupation socialement attendue, c'est qu'à l'inverse, à cet âge-là, il faut désormais être « occupé ». En soi, cette catégorie porte une injonction à « être » quelque part, à avancer continuellement dans les voies socialement tracées de l'éducation et de l'intégration. On peut ainsi y lire l'extension, sur le temps de la jeunesse, de la pression néolibérale au projet, à l'occupation sociale, au temps productif et « utile ».

Reste que ce taux, certes abstrait et hétéroclite, connaît une augmentation sensible dans la plupart de nos sociétés, en particulier depuis 2012 (Carcillo et al., 2015 ; Mascherini et al., 2015). Au sein des débats publics et médiatiques, la catégorie des NEET s'incarne dans des figures dominantes particulièrement diversifiées d'une société à l'autre, par exemple celle des hikikomori au Japon – ces adolescents en retrait chez leurs parents, issus plutôt de milieux éduqués et favorisés (Fansten et Figueiredo, 2015) –, celle des chômeurs de longue durée et peu diplômés en Europe ou encore celle de jeunes décrocheurs vivant à la marge en Amérique du Nord. Au-delà de cette apparente hétérogénéité, de quoi cette augmentation transversale est-elle le nom ? Un tel questionnement invite à interroger plus avant les multiples visages internationaux des « NEET » et à conduire une analyse sociologique des différentes expériences vécues de « retrait » présumé, afin de pouvoir déterminer à la fois leurs traits communs et leurs inégalités internes.

Dans cette intention, nous mobilisons une enquête comparative² menée par récits de vie sur des jeunes âgés de 18 à 35 ans environ, sur

Ces expériences renvoient aux tensions qui traversent les choix de vie contemporains, particulièrement aiguës pour ces jeunes générations.

un échantillon principalement urbain – l'enquête a été conduite à Madrid, Montréal, Santiago, Paris, ainsi que dans certaines de leurs banlieues – mais socialement élargi : il comprend, dans chacune de ces villes, à la fois des jeunes étudiants, des jeunes salariés et des jeunes dits « NEET », inscrits dans différentes formes de recherche d'emploi ou d'inactivité. Cette ouverture sociale

permet d'interroger les spécificités éventuelles de leurs expériences comparativement aux autres jeunes adultes en formation ou en emploi, tout comme de faire émerger les principales lignes de différenciation internes. Les récits de vie marqués par une expérience passée d'inactivité ou de chômage ont également été analysés. Au final, plus d'une centaine de récits de vie sont concernés. Soulignons que cet échantillon ne se veut pas statistiquement représentatif de la catégorie des « NEET », et ne peut embrasser l'ensemble des situations potentielles qu'elle peut recouvrir – notamment en monde rural.

Or, de toutes ces expériences, un trait commun émerge : au-delà de leur irréductible hétérogénéité, elles renvoient fondamentalement aux tensions qui traversent les choix de vie contemporains, particulièrement aiguës pour ces jeunes générations. On peut y lire une contradiction croissante entre l'invitation néolibérale au projet continuellement renouvelé au sein de chemins de vie individualisés et la difficulté à faire vivre ce « projet de soi » dans la compétition éducative et socio-professionnelle. Elle se traduit par différentes expériences d'ajustement – pauses ou arrêts, attentes ou recherches

2/ Cette étude, menée entièrement par Cécile Van de Velde, n'a pas encore été publiée.

–, plus ou moins longues et plus ou moins choisies. Ces expériences d'ajustement se clivent principalement selon deux variables : d'une part, l'horizon temporel dans lequel elles s'inscrivent – autrement dit leur durabilité –, et d'autre part, le rapport subjectif à ces expériences, vécues comme subies ou choisies. Par la combinaison de ces variables, nous distinguons ici trois types d'expériences de « NEET » : les « alternatives », les « suspensions » et les « impasses ».

1. ALTERNATIVES

Le premier type d'expérience s'apparente à une mise en marge durable et volontaire du « système » : cette expérience de bifurcation alternative se distingue d'abord par une volonté de sortir des parcours « typiques », pour un temps long et à durée indéterminée, sans perspective annoncée de retour. C'est ici la rhétorique du refus et du choix qui domine : les discours, souvent marqués par une forte réflexivité, expriment une critique très aigüe du système – capitaliste ou consumériste notamment – ainsi que des parcours sociaux imposés, et la volonté de prendre « une autre route », « un chemin de traverse », ou de construire « autre chose ». Elle s'associe souvent à la défense de valeurs propres, comme l'écologie ou la décroissance. Ces bifurcations volontaires peuvent prendre la forme d'un arrêt des études, d'un retrait de l'emploi ou d'une migration infranationale. Ces modes de vie s'incarnent dans des formes de logement particulières – allant du squat à la yourte, en passant par certaines occupations militantes ou certains modes de colocation –, et sont associés à une économie de la débrouille, du troc ou de la survie collective, se conjuguant

Ces expériences de retrait sont codées comme une victoire du « soi » face à la pression sociale et éducative.

souvent à un travail saisonnier. Dans notre échantillon, il s'agit d'une expérience minoritaire mais émergente, qui se retrouve principalement, mais pas exclusivement, chez des jeunes adultes issus des classes moyennes et des individus ayant suivi au moins temporairement des études supérieures. Fortement

assumées dans les discours, ces expériences de retrait sont codées comme une victoire du « soi » face à la pression sociale et éducative, face à l'impossible jonction entre les aspirations personnelles et les contraintes du système marchand. Mais l'ambivalence des discours entre le « subi » et le « choisi » révèle aussi combien cette victoire est

ambigüe. Ce choix d'un mode de vie alternatif répondrait également à des épreuves antérieures vécues dans le système éducatif ou le marché du travail qui se sont avérées des sources de frustration sociale et existentielle. La radicalité d'un chemin distinctif, « hors système », résonne alors comme une reprise en mains de son destin, comme la seule solution pour donner un « sens » à sa vie et la faire coïncider avec ses aspirations propres. Ce type de parcours constitue ainsi une réponse à l'adversité sociale et économique ; dans notre échantillon, on le retrouve d'ailleurs de façon plus prégnante dans des contextes de crise économique comme en France et en Espagne où il s'accompagne d'un discours critique sur la méritocratie scolaire et d'un refus des épreuves sociales imposées, associées à un « parcours du combattant ». Si aucune date de retour n'est envisagée, la sortie de ces modes de vie alternatifs semble se dessiner avec la perspective de la parentalité.

2. SUSPENSIONS

Un second type d'expérience correspond davantage à un retrait transitoire des occupations socialement attendues – formation ou emploi –, avec l'objectif de se réengager, à court ou moyen terme, dans une autre occupation sociale. C'est alors la rhétorique d'une « pause » ou d'une « transition » qui domine, présentée comme nécessaire à un changement de vie. Cette phase est supposée maîtrisable et circonscrite dans le temps, telle une suspension ponctuelle au sein d'un parcours d'occupations sociales continues. Il s'agit en quelque sorte d'un moment d'indétermination à durée déterminée. Majoritaire dans notre échantillon – et ce, dans chacune des villes où se déroulait l'étude –, ce type d'expérience englobe bien entendu la recherche d'un nouvel emploi, du moins en ses débuts, moment considéré alors comme transitoire, bientôt clôturé par la perspective espérée d'une occupation future. Mais il comprend également tout un panel d'autres expériences d'inactivité, à l'initiative de l'individu : arrêt temporaire des études ou de l'emploi pour congé parental,

*Faire le plein de soi »,
prendre le « temps de
vivre », de reconstituer
ses forces avant de
reprendre la route.*

voyage d'un an ou de quelques mois, engagement dans une activité bénévole ou encore prise d'un temps de retrait chez soi ou chez ses parents, etc. L'expérience est codée alors comme un temps de suspension indispensable à la formulation et à la reformulation des

projets de vie. Dans une rhétorique ici aussi très ambivalente entre le « subi » et le « choisi », il s'agit de mettre sa vie socioprofessionnelle en pointillés, de s'offrir une respiration comme réponse à la violence de l'exposition sociale et à la pression d'une mobilité toujours renouvelée. L'objectif affiché est alors de « faire le plein de soi », de prendre le « temps de vivre », de reconstituer ses forces avant de reprendre la route, le temps d'une conversion ou d'une reconversion. Souvent

pris à l'issue d'une période d'intense activité dans les études ou sur le marché du travail, ce temps d'ajustement se voit principalement marqué par trois étapes : se reconstituer, se redéfinir, puis se convertir. Elle correspond en quelque sorte à un temps d'ajustement entre ses aspirations personnelles et les exigences du système éducatif et du marché du travail, dans le but explicite de pouvoir à nouveau s'exposer dans la compétition sociale, de mieux cibler un emploi, un choix, une conversion ou une reconversion sociale. Ces retraits temporels, entrepris dans le but de se renouveler face à une pression continue révèlent en creux la difficile adéquation contemporaine entre l'injonction à un « projet d'être » et celle d'une insertion dans un marché du travail compétitif.

3. IMPASSES

Enfin, un dernier type d'expérience est celui du retrait apparent se déployant dans la durée lorsqu'une phase d'attente prolongée se mue en trajectoire d'enlèvement et d'impasse sociale subie. Des trois types d'expérience, c'est celui qui renvoie le plus directement à la vulnérabilité sociale. C'est ici beaucoup plus clairement la rhétorique du non-choix qui domine, que ce soit face à un désajustement durable vis-à-vis du marché ou du système scolaire, face à des aspirations non comblées, ou tout simplement face à la difficulté de définir un projet d'études ou d'emploi. Ces expériences portent la marque contemporaine de la « déprise », c'est-à-dire d'une expérience de perte de souveraineté sur sa vie, mettant fortement à l'épreuve l'estime de soi. Chez ces individus souvent brûlés par des expériences d'attente ou de précarité douloureuses, on observe alors une forte intériorisation individuelle de l'échec, perceptible dans un discours d'incapacité face à la compétition éducative ou professionnelle.

Ces trajectoires tendent à induire un processus d'enfermement social dans un isolement protecteur afin d'éviter une exposition jugée trop difficile à des démarches de retour en formation ou à l'emploi. Là aussi, elles peuvent recouvrir une variété de profils et de parcours sociaux, allant d'un maintien prolongé chez les parents à des situations d'itinérance. Dans notre échantillon, les parcours de cohabitation durable avec les parents se retrouvent majoritairement chez les non-diplômés, mais on les observe également chez des diplômés âgés d'une trentaine d'années ou plus, en recherche prolongée d'emploi, notamment à Paris et Madrid. Ces phases de parcours sont alors associées, dans les récits de vie, à des « temps morts », teintés de découragement. Si la famille permet un filet de sécurité relatif, elle n'empêche pas un sentiment aigu de solitude sociale et accentue le sentiment

d'échec individuel. Chez des individus émancipés de leur famille ou en situation de rupture familiale, les problématiques saillantes sont celles du surendettement et de l'insécurité alimentaire, sur fond de parentalité précoce : une partie de l'inactivité féminine comptabilisée dans la catégorie « NEET » est effectivement composée de jeunes mères isolées (Carcillo et al., 2015). Dans la plupart des cas, le rapport au temps individuel et collectif devient marqué par une incertitude radicalisée quant à l'avenir et une forme d'enfermement dans le présent. On peut s'interroger sur les conséquences politiques et citoyennes de ces formes de vulnérabilité durable : les récits de vie montrent qu'elles peuvent se traduire, chez certains jeunes adultes, par un processus de désadhésion sociale. Celui-ci se caractérise par une dissociation entre le « soi » et la « société », un sentiment de ne pas être représenté, et une forme accentuée de défiance vis-à-vis du politique, susceptible d'induire une sensibilité extrême envers les discours populistes.

4. PARCOURS EN TENSION

« Je voudrais que quelqu'un m'attende quelque part » : dans ses formes les plus vulnérables, le phénomène « NEET » nous dévoile, par l'extrême, l'expérience moderne du temps en régime néolibéral. Car au fond, alors même que la société ne les attend pas toujours, ils se doivent d'être « occupés » socialement. Le phénomène « NEET » renvoie ainsi aux tensions existentielles qui émergent actuellement

Le phénomène « NEET » nous dévoile, par l'extrême, l'expérience moderne du temps en régime néolibéral.

dans la conduite des vies, avec, d'un côté, des normes sociales porteuses d'une invitation au « projet » permanent et au « devenir soi », mais, de l'autre, des conditions socio-économiques qui rendent ces aspirations particulièrement difficiles à réaliser. Derrière les

« NEET » se dessine la difficulté du travail d'ajustement individuel – plus ou moins aisé, plus ou moins long – entre la construction d'un soi et la construction d'une place sociale : en ces temps de récession ou de croissance ralentie, la mise en coïncidence des aspirations individuelles et des places sociales devient de plus en plus ardue alors même que ce travail d'ajustement est à la charge de l'individu. Au fond, cette catégorie des « NEET » nous en dit davantage des tensions sociales qui marquent aujourd'hui nos parcours de vie que sur les jeunes adultes eux-mêmes.

MADELEINE GUYOT
Chargée de projet au *Forum -
Bruxelles contre les inégalités*

UNE AUTRE VOIE D'ÉMANCIPATION

Dans sa contribution, Cécile Van de Velde explique la manière avec laquelle certains jeunes font face à leur transition vers l'âge adulte. Qu'ils aient 15, 20 ou 29 ans, qu'ils soient peu ou hautement diplômés, ils sont tous confrontés à un moment donné ou à un autre de leur existence à leur insertion sur le marché de l'emploi. Or les problématiques rencontrées lors de cette période de transition sont souvent fonction de la situation socioéconomique de la famille du jeune. Les difficultés d'accès à un travail décent sont davantage criantes dans certaines franges de la population. Spécifiquement sur Bruxelles, le marché du travail requiert un fort taux de qualification, par conséquent un diplôme de secondaire supérieur est souvent insuffisant pour trouver un emploi (Sacco et al., 2016). Le taux de chômage des jeunes bruxellois est particulièrement élevé et se concentre dans le croissant pauvre de la région. Parmi les jeunes actifs disponibles sur le marché du travail, ils sont plus d'un sur trois au chômage (selon l'Observatoire de la Santé et du Social, 36,2 % pour les 15-24 ans). Le contexte de restrictions du droit aux allocations de chômage pousse une grande part de cette jeunesse à bénéficier de l'aide sociale (selon le SPP Intégration sociale, au cours des quatre premiers mois de 2016, 29,2 % des moins de 25 ans ont eu recours au RIS).

1. NEET, UN CONCEPT À UTILISER AVEC PRUDENCE

En Belgique, les NEET que nous a décrits Cécile Van De Velde représenteraient quasi 12 % de la population jeune. A Bruxelles, ils représenteraient 20,2 % des 18-24 ans (Eurostat 2014). Le terme qui les désigne, « Not in Employment, Education or Training » laisse perplexe. En définissant des individus par une telle négation, le risque est de les accuser d'emblée d'une passivité par rapport à ce qui est attendu d'eux en termes de mise en mouvement, à savoir : l'emploi, l'école, la formation. Pourtant, une récente étude qui s'appuie sur les témoignages de jeunes démonte cette prétendue inertie. Ces jeunes ne font pas « rien ». Sans doute sont-ils plutôt en proie à des enchaînements qui ne se font pas et qui les confrontent à des obligations qu'ils ne peuvent pas remplir.

Cette appellation, née des statistiques publiques sur lesquelles s'appuient les politiques de lutte contre le chômage, nous amène à rester prudents quant à son usage. « La formulation « NEET » ouvre la voie à des

La transition vers l'âge adulte est uniquement valorisée à travers l'emploi et la démonstration de sa volonté d'être activé.

interprétations qui reportent sur les personnes le « choix », voire la « responsabilité » de ne pas se situer dans au moins un des dispositifs prévus pour les « intégrer » à une société qui semble n'attendre qu'eux et qui affirme à l'envi qu'un minimum de bonne volonté suffit pour accéder à ces dispositifs » (Observatoire de

l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse, 2013 : 3). Ce terme renforce cette idée d'employabilité dont doivent faire preuve les jeunes comme seule voie possible vers l'émancipation. Une transition vers l'âge adulte qui est uniquement valorisée à travers l'emploi et une démonstration de sa volonté d'être activé.

Or, comme nous informe Cécile Van De Velde, le concept des NEET désigne plutôt une masse hétérogène d'individus, dont les contours sont flous, au sein de laquelle les profils sont multiples, les rythmes particuliers. Le sens que ces jeunes donnent à leur insertion ne correspond pas forcément aux schèmes dominants de la société et leurs aspirations « à devenir » sont multiples. Ces *outsiders* ne nous envoient-ils pas le signal qu'il est temps de réfléchir autrement l'horizon de notre jeunesse ?

2. LES JEUNES, CIBLE PRIORITAIRE DES POLITIQUES D'ACTIVATION

Ces 30 dernières années ont vu se multiplier un grand nombre de dispositifs visant à permettre l'insertion des jeunes, et en particulier, les moins qualifiés, vers le travail : la Convention Premier Emploi (CPE), la Convention d'Immersion Professionnelle (CIP), la Formation Professionnelle Individuelle en entreprise (FPI), le stage de transition (stage FIRST à Bruxelles), le Programme de Transition Professionnelle (PTP), le programme JEEP des Missions locales, les Ateliers de Formation par le Travail, le Contrat d'intégration des CPAS, ... et dernièrement, le Contrat d'insertion.

Le référentiel des politiques de lutte contre le chômage n'est plus celui de l'Etat-providence, époque où le chômage était considéré comme un « *risque social lié au fonctionnement même du marché de l'emploi* » (Franssen, 2008). Depuis 1999, c'est l'« Etat social actif » qui donne le ton en faisant glisser cette responsabilité du chômage au départ collective vers une responsabilisation individuelle (Ghesquière, 2015). Selon ce modèle, nous bénéficions « *d'un marché de l'emploi ouvert et compétitif dans lequel il suffirait, pour réussir, d'avoir l'intention et la volonté de pénétrer en se mobilisant ; ceux qui n'y arrivent pas échouent par défaut de volonté, par inadaptation, par complaisance. D'où la nécessité de les responsabiliser, de les stimuler, de les activer. A défaut, les personnes doivent être sanctionnées (...)* » (Blairon, 2015). Aujourd'hui, la politique de l'emploi se réduit souvent à un système d'activation où le contrôle de la disponibilité des chômeurs et leur accompagnement se rejoignent de manière confuse à travers les sanctions. « *Il s'agit de capaciter (motiver, former et informer), inciter et le cas échéant contraindre les personnes via l'accompagnement et le contrôle* » (Franssen, 2009).

Or le chômage demeure conséquent et structurel et la mobilité des jeunes en marche vers l'emploi ne s'est pas améliorée, que du contraire³. Cette multiplication de dispositifs d'insertion et leur enchevêtrement pose la question non seulement de leur nécessaire évaluation mais aussi de ce qu'ils peuvent induire potentiellement comme effets pervers. La complexité de ce système peut provoquer des trajectoires de jeunes qui sautent de dispositifs en dispositifs sans jamais trouver un emploi stable. Devenir un labyrinthe plutôt qu'un tremplin. Heureusement, l'expérience sociale des jeunes ne se réalise pas uniquement à travers l'emploi, *« c'est « ailleurs » que cela se passe souvent, dans les rapports familiaux, dans les dynamiques souterraines de la sociabilité juvénile, dans le rapport de soi à soi, dans tout ce qui conditionne et influence leurs représentations et leurs stratégies à l'égard des institutions sociales et du marché de l'emploi »* (Franssen, 2009). C'est pourquoi il est important de prendre en compte *« les « mondes vécus » des jeunes en transition »* (Franssen, 2009) : pour ne pas les réduire à leur employabilité mais surtout pour leur laisser la liberté d'agir et de développer leur capacité à déterminer par eux-mêmes ce qu'ils jugent utile à leur propre émancipation. En d'autres mots, leur permettre d'exister comme acteur de leur transition en leur reconnaissant leur capacité *« de créer et de transformer non seulement leur environnement mais eux-mêmes et l'interprétation qu'ils donnent de leurs pratiques »* (Touraine, 2015).

3/ Entre 2007 et 2014, le taux de chômage en Belgique pour les moins de 25 ans est passé de 18,8 % à 23,2 % (EUROSTAT).

3. ÊTRE À L'ÉCOUTE DES BESOINS DES JEUNES

En octobre dernier, *Le Forum - Bruxelles contre les inégalités* a sondé, lors d'une journée consacrée à la précarité des jeunes à Bruxelles, des professionnels issus de secteurs variés travaillant avec les jeunes⁴. On peut retenir de cette réflexion collective trois éléments susceptibles d'améliorer les offres d'aide et d'accompagnement destinées aux jeunes.

Tout d'abord, l'importance de mettre en place des dispositifs qui permettent d'aborder le jeune dans sa globalité selon cinq variables clés : matérielle, relationnelle, corporelle, décisionnelle, temporelle. En mettant l'accent sur ces cinq balises, l'intervention sociale devient plus juste car davantage au service d'une relation de qualité qui puise sa force dans l'attention que porte le professionnel à la personnalité du jeune, son vécu, son environnement, ses ressources et ses conditions d'existence. De manière plus structurelle, ces cinq repères amènent à considérer l'intérêt d'une continuité dans les offres de service et dans leurs accès.

Ensuite, la nécessité pour les intervenants sociaux de focaliser le cœur de leur intervention autour des besoins du jeune. Ce qui se traduit de manière concrète par le fait de prendre le temps de l'accueil et de l'écoute, avant la formulation d'une réponse, la mise en place de démarches. Cela afin de permettre au jeune d'identifier par lui-même

4/ La journée *Nos Futurs* a réuni le 6 octobre 2016 près de 400 professionnels issus des secteurs de l'Action sociale, de l'Aide à la jeunesse, de la Jeunesse, de la Santé mentale, de l'Insertion socioprofessionnelle, représentants de cabinets, d'administrations et étudiants d'écoles sociales pour répondre à la question suivante : *À Bruxelles, un jeune sur trois subit la pauvreté, comment le travail social peut-il se montrer inventif ?* Cette consultation a été élaborée via la méthode participative du « forum ouvert ».

Décerner dans la colère des jeunes une dimension politique en reconnaissant à cette parole une valeur critique.

ses besoins et déterminer la manière avec laquelle il souhaite les satisfaire.

Troisièmement, il s'agit de rendre possible la colère des jeunes. La considérer comme étant davantage une voix qui

porte fort plutôt que le signe d'un symptôme à traiter. Déceler une remise en question des offres de service à travers les comportements qui fâchent : que signifient un manque de motivation, une fréquentation irrégulière, le refus d'entrer dans un programme ? Y décerner des enjeux plus institutionnels, une dimension politique en reconnaissant à cette parole une valeur critique sur laquelle nous pourrions nous baser pour évaluer qualitativement les dispositifs qui leur sont destinés. *« C'est souvent « vu d'en bas » que s'éclaire le mieux le fonctionnement pratique des institutions et des dispositifs (...) » « Le point de vue des planificateurs et des opérateurs n'est jamais celui des usagers. Au moment de chercher à évaluer une action publique en vue de l'améliorer il est donc essentiel de ne pas être prisonnier des catégories instituées (celle de la légalité et des conceptions dominantes de la normalité sociale). La conception de la vie bonne dont sont porteuses les institutions n'est pas forcément celle des individus »* (Franssen, 2009).

4. DU TEMPS POUR EXPLORER ET SE DÉVELOPPER

Plusieurs études⁵ montrent que les jeunes partagent un même sentiment : celui du déclin. Ce qui les amène à se considérer comme une génération perdue, une génération de la crise, nous dit Johan Tirtiaux, sociologue à l'Université de Namur, des enfants qui vivront moins bien que leurs parents. Ce chercheur a analysé les résultats du sondage européen « Génération quoi ?⁶ ». Cette enquête indique quelques grandes tendances dans le chef des jeunes francophones, âgé de 18 à 34 ans. Même si les pourcentages qui en découlent ne constituent pas en soi des données scientifiques, ils sont révélateurs de certaines tendances. Ils font office de caisse de résonance.

Sur le sens qu'ils donnent au travail par exemple, 56 % des répondants réduisent le travail à un moyen de gagner de l'argent avant d'en considérer un potentiel aspect épanouissant⁷. Si l'hypothèse de l'effet de la crise peut être avancée, c'est surtout le témoignage d'une grande lucidité de la part des jeunes. Au niveau de la formation, 82 % estiment que l'école ne prépare pas efficacement au marché du travail et 63 % estiment qu'elle ne donne pas sa chance à tous. Pourtant ils ont conscience de l'importance du diplôme. 28 % des jeunes interviewés, désirent « se placer », c'est-à-dire, tout miser sur le diplôme pour entrer sur le marché du travail puis quitter les parents, 26 % souhaitent

5/ Solidaris – Que vivent les 18-34 ans ? (2014) et l'enquête du sociologue Elchardus, Au-delà du déclin, (2013).

6/ Sondage en ligne basé pour la Belgique sur un échantillon de 8.006 questionnaires, pondéré pour augmenter la représentativité des populations sous-représentées dans les répondants, notamment les jeunes peu diplômés et les hommes.

7/ Dans l'enquête Solidaris, ils sont 38 % de jeunes francophones et dans l'enquête de Mark Elchardus, 40 % des francophones l'expriment.

« s'assumer », c'est-à-dire partir tôt, faire des études courtes et entrer rapidement sur le marché du travail. Cécile Van De Velde utilise le terme d'anxiété pour résumer ces témoignages qui font preuve d'une évidente clairvoyance par rapport aux logiques d'activation.

Ce n'est pas le modèle de l'Etat social actif ni ses dispositifs d'insertion qui vont permettre aux jeunes de prendre le temps pour tester et vivre des expériences multiples.

Par contre, 32 % veulent « se trouver » à savoir... quitter tôt la famille et expérimenter. Ces derniers, majoritaires, évoquent, sans le savoir, le modèle des pays scandinaves où dès l'âge de la majorité, les jeunes perçoivent un revenu de l'Etat qui leur permet de s'émanciper du nid familial et de vivre

par eux-mêmes des expériences diverses (voyages, bénévolats, études, formations, ...). Selon Cécile Van De Velde, interviewée dans *Le Soir* du 22 novembre 2016, il « s'agit d'explorer pour mieux se trouver et choisir sa voie. Or, c'est une aspiration qui monte : avoir le temps de se construire... ». En Belgique, ce n'est pas le modèle de l'Etat social actif ni ses dispositifs d'insertion qui vont permettre aux jeunes de prendre le temps pour tester et vivre des expériences multiples.

Dans ce même sondage, 75 % des jeunes estiment que c'est à l'Etat à prendre en charge la période de la formation et de l'insertion professionnelle. Même s'ils sont pessimistes, s'ils estiment être une génération de la crise, ils sont encore majoritairement demandeurs d'un Etat fort qui prend ses responsabilités. Mais ils réclament une autre voie d'émancipation, celle d'un temps personnel mis à disposition de la collectivité. Ils sont 80 % à être favorables à l'instauration d'un service civique obligatoire dans une perspective citoyenne, après l'école secondaire. Des initiatives qui répondent à cette demande existent dans le secteur associatif⁸ mais elles ne pourront pas seules relever ce

8/ Des initiatives existent déjà tels que le projet Solidarité ou encore la Plate-forme pour le Service citoyen.

défi. Celui d'un nouveau modèle d'insertion qui prendrait davantage soin de notre jeunesse. Celui qui permettra une nouvelle manière d'être actif tout en prenant du temps pour soi avant de se lancer dans une vie professionnelle ●

BIBLIOGRAPHIE

CONTRIBUTION CÉCILE VAN DE VELDE

Carcillo, S. et al. (2015). « NEET Youth in the Aftermath of the Crisis : Challenges and Policies », OECD Social, Employment and Migration Working Papers, n° 164, Paris, Publications de l'OCDE.

Cuzzocrea V., (2014) « La catégorie des Neet : quel avenir ? », In Conseil de l'Europe, Points de vue sur la jeunesse, 2020, quelles perspectives, Conseil de l'Europe, 2014, pp.73-87.

Fansten M., Figueiredo C., « Parcours de hikikomari et typologie du retrait », Adolescence, v.33, n.3, 2015, pp. 603-612.

Furlong A., « The zone of precarity and discourses of vulnerability : NEET in the UK », The Journal of Social Sciences and Humanities , n. 381, 2007, pp. 101-121.

Mascherini M., Ludwinek A., Ledermaier S., « Social inclusion of young people », Eurofound Publications, Septembre 2015,146 pages.

Scarpetta, S., Sonnet, A. and Manfredi, T., « Rising Youth Unemployment During the Crisis: How to Prevent Negative Long-term Consequences on a Generation? », OECD Social, Employment and Migration Working Papers, 106, OECD Publishing, 2010.

CONTRIBUTION MADELEINE GUYOT

Blairon, J. (2015). Chroniques de l'Etat « social » « actif » - 3. Une société de la désubjectivation, In : www.intermag.be/527 Analyses et études RTA asbl.

Ghesquière F., Girès J. (2015). *Les politiques de lutte contre la pauvreté au prisme de la reproduction des inégalités*, Bruxelles, PAUVÉRITÉ.

Franssen, A. (2008). « Activation et mise en circulation : une fiction opératoire ». In Châtel, V. *Le temps des politiques sociales*, Academic Press Fribourg : 202-204.

Franssen A. (2009). De l'insertion des jeunes éloignés de l'emploi à la régulation des transitions - 7 balises pour appréhender les enjeux des transitions des jeunes entre enseignement et emploi. Publication de la Commission Consultative Formation Emploi Enseignement. In : http://www.youthlab.eu/IMG/pdf/FRANSSEN_V4.pdf

Franssen, A. et al. (2013). *Les transitions des jeunes entre l'enseignement et l'emploi, Quelle action publique à Bruxelles et en Europe ?* Rapport de synthèse du Laboratoire participatif des transitions des jeunes entre l'enseignement et l'emploi. Publication de la Commission Consultative Formation Emploi Enseignement.

Maison des Sciences de l'Homme (2015). La Commission européenne et les Services de l'Emploi belges unissent leurs forces pour les jeunes en difficulté qui n'ont ni emploi ni formation (NEETs) - http://www.msh.ulg.ac.be/wp-content/uploads/2015/08/CP_NEET_8AC.pdf. Dernière consultation le 20/12/2016.

Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale (2016). *Rapport Bruxellois sur l'état de la pauvreté 2016. Baromètre social 2016*. In : http://www.observatbru.be/documents/graphics/rapport-pauvrete/barometre_social_2016_tma-prot.pdf

>

Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la jeunesse (2013). Qu'ont à nous apprendre les NEETS ?
In : <http://www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=11457>

Sacco, Muriel, et al. (2016). Note de synthèse BSI. *Jeunes bruxelloises : entre diversité et précarité*. In : www.brusselsstudies.be

SPP Intégration sociale (2016). Parcours des étudiants après le RIS. In : https://www.mi-is.be/sites/default/files/statistics/mi-is_2016.3_focus_fr.pdf

Touraine, A. (2015). *Nous, sujets humains*, Paris, Seuil, p. 11.

RTBF, (2016). Génération quoi ? *Autoportrait des 18-34 ans en Belgique francophone*. In : <http://generation-quoi.rtbf.be/observatory/wp-content/uploads/sites/9/2016/11/GENERATION-QUOI-Rapport.pdf>



Avec le soutien du CPAS de Saint-Gilles
et de la Commission communautaire française.

Editeur responsable: Nicolas De Kuyssche - Rue Fernand Bernier
40, 1060 Saint-Gilles - 02/600.55.66 - Graphisme: Gaëlle Grisard

Numéro 13, Janvier 2017.

PRÉSENTATION

Ces dernières années ont vu se multiplier un certain nombre d'études concernant la situation de la population jeune en Belgique et plus particulièrement celle des 18 - 30 ans. Cet âge de transition entre l'école et la vie adulte constitue un moment charnière pour la majorité d'entre eux. Leurs contextes de vie et leurs ressources sont parfois mis à rude épreuve face aux multiples injonctions de formation, d'activation et de mise à l'emploi. Ce nouveau numéro de PAUVÉRITÉ réunit deux contributions autour de cet âge de transition.

CÉCILE VAN DE VELDE

est professeure de sociologie à l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les inégalités sociales et les parcours de vie. Elle partage ici un texte qui expose les visages et les expériences des « NEET » en Europe. Appelés aussi « NEEF » en français, ces jeunes ne sont « ni en emploi, ni aux études, ni en formation ». Dans cet article, elle mobilise une enquête comparative qu'elle a entièrement menée et dans laquelle elle se penche sur les jeunes âgés de 18 à 35 ans vivant à Madrid, Montréal, Santiago et Paris.

MADELEINE GUYOT

est chargée de projet au *Forum - Bruxelles contre les inégalités* et travaille de manière spécifique sur les questions jeunesse. Elle propose, en écho au texte de Cécile Van de Velde, une mise en perspective de la situation des jeunes à Bruxelles quant à cette nécessaire insertion socioprofessionnelle. Elle évoque en résonance une série de conclusions relevées collectivement le 6 octobre 2016 lors de la journée « NOS FUTURS » consacrée à la précarité des jeunes à Bruxelles.